

# MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Délégation à la Sécurité Routière  
Département du Contrôle Automatisé

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES RELATIF AU MARCHE**

**D'ASSISTANCE TECHNIQUE À MAÎTRISE D'OUVRAGE  
(ATMO)**

V1.1

<b>DSR-DCA-2025-1</b>
-----------------------

ARTICLE I - Documents contractuels régissant le marché.....	4
ARTICLE II - Objet - prestations.....	5
2.1. Objet du marché.....	5
2.2. Forme et mode de passation du marché.....	5
2.3. Durée .....	5
2.4. Prestations demandées.....	5
2.5. Montants .....	5
ARTICLE III - Caractère des prix.....	6
3.1. Date d'établissement des prix du marché.....	6
3.2. Forme des prix.....	6
3.3. Révision des prix .....	6
ARTICLE IV - Conditions de paiement .....	7
4.1. Avance.....	7
4.2. Acomptes.....	7
4.3. Facturation.....	8
4.4 Ordonnateur et comptable assignataire et entité liquidatrice .....	9
4.5. Nantissement .....	9
4.6. Délai global de paiement.....	9
4.7. Application de la TVA .....	9
ARTICLE V - Délais – livraison.....	10
5.1. Délais .....	10
5.1.1 prise d'effet portant commencement d'exécution des prestations.....	10
5.1.2 Contenu des délais .....	10
5.1.3 Définition des délais.....	10
5.2. Pénalités .....	10
ARTICLE VI - Conditions d'exécution du marché.....	12
6.1. Système qualité.....	12
6.2. Lieu d'exécution du marché.....	12
6.3. Langue d'exécution du marché .....	12
6.4. Passation des commandes .....	12
6.5. Admission des prestations .....	13
6.6. Obligations du titulaire du marché .....	13
6.7. Assurances.....	13
ARTICLE VII - Sous-traitance .....	14
ARTICLE VIII - Confidentialité et conflit d'intérêt ultérieur.....	14
ARTICLE IX - Propriété intellectuelle .....	15
ARTICLE X - Clauses administratives diverses .....	17

10.1. Personnes habilitées .....	17
10.2. Résiliation.....	17
10.3. Développement durable.....	17
10.4. Clause sociale .....	18
10.5. Respect du droit du travail .....	19
10.5.1 Déclarations du titulaire .....	19
10.5.2 Sous-traitants.....	19
10.6. Litiges et médiation .....	19
ARTICLE XI - Dérogations .....	20

# ARTICLE I - Documents contractuels régissant le marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévalent par ordre de priorité, par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI :

## **Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière (les quantités ne sont pas contractuelles);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, et ses annexes ;
- la proposition technique du titulaire

## **Pièces générales :**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles passés au nom de l'Etat, approuvé par arrêté du 30 mars 2021

# **ARTICLE II - Objet - prestations**

## **2.1. Objet du marché**

Le présent marché a pour objet l'assistance technique à maîtrise d'ouvrage du Département du Contrôle Automatisé (DCA), au sein de la Délégation à la Sécurité Routière (DSR). Le titulaire de ce marché sera dénommé l'ATMO.

## **2.2. Forme et mode de passation du marché**

Il s'agit d'un accord-cadre de services.

Il est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles R.21214-1, et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché est alloté en 3 lots :

- Le lot 1 couvre les prestations : Pilotage et assistance au déploiement, à la maintenance, à la modernisation et à la supervision des équipements de contrôle automatisé gérés par le DCA.
- Le lot 2 couvre les prestations : Suivi budgétaire et financier, Processus et outils, Audits et Marchés.
- Le lot 3 couvre les prestations : Innovation.

## **2.3. Durée**

La durée de chaque accord-cadre est de 2 ans fermes.

Il est ensuite reconductible 2 fois un an, par tacite reconduction.

Le pouvoir adjudicateur, en cas de non-reconduction, notifie sa décision dans les trois mois précédant la date anniversaire de démarrage de la phase de mise en service du marché.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **2.4. Prestations demandées**

Le titulaire du présent marché, dénommé ATMO, aura pour mission d'assister le DCA (voire ponctuellement d'autres entités relevant de la DSR) dans ses fonctions de pilotage et de coordination des différents contrats ainsi que de l'ensemble des acteurs, institutionnels ou privés, concourant au fonctionnement du contrôle automatisé.

Ces prestations sont détaillées dans le CCTP, ainsi que la liste des livrables associés.

## **2.5. Montants**

Le présent accord-cadre est conclu avec un minimum et un maximum en quantités déduits à partir des quantités estimatives indiquées dans le BPU, sur la durée maximale d'exécution de l'accord-cadre (4 ans).

Le minimum sera pris comme étant égal à 1/2 fois le résultat obtenu avec les quantités estimatives.

Le maximum sera pris comme étant égal à 2 fois le résultat obtenu avec les quantités estimatives.

# ARTICLE III - Caractère des prix

## 3.1. Date d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, éventuellement prolongée.

Ce mois est appelé "mois zéro" (Mo).

## 3.2. Forme des prix

Les prix comprennent tous les frais nés des obligations du titulaire (transport, frais d'importation, frais d'hébergement et de séjours, ...).

Les prix sont révisables annuellement selon les dispositions de l'article 3.3 en fonction d'une formule paramétrique représentative de la prestation.

Les prix sont forfaitaires et unitaires. Ils font l'objet de bons de commande.

## 3.3. Révision des prix

Les prix pourront évoluer, en fonction du contexte économique, dans les conditions suivantes :

$$P1 = P0 [0,3 + (0,5 * (ICHTrev TSo / ICHTrev TS1) + 0,2 * (ICHTrev TSo / ICHTrev TS1)]$$

où :

**P1** : représente le prix révisé ;

**P0** : représente le prix de référence au mois Zéro (Mo) ;

**ICHTrev-TS** : indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges.

La part variable à 0.5 correspond à l'indice ICHTrdv TS dans le secteur services administratifs, soutien : identifiants n° 1565196

La part variable à 0.2 correspond à l'indice ICHTrdv TS dans le secteur activités spécialisées, scientifiques et techniques : identifiants n° 1565195

L'indice ICHTrev-TS est lu sur le site Internet de l'INSEE : <http://www.bdm.insee.fr>

### Date de lecture des indices « 0 »

Date d'établissement des prix de l'accord-cadre (Mo) **correspondant au mois de la date de remise des offres**

### Date de lecture des indices « 1 »

Les indices « 1 » sont lus à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre (dernier indice publié à la date anniversaire).

# ARTICLE IV - Conditions de paiement

## 4.1. Avance

Sauf refus du titulaire, une avance lui est accordée conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 et R.2191-16 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Une avance égale à 5% du montant du bon de commande est versée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et que la durée d'exécution des prestations correspondantes est supérieure à deux mois.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au prestataire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie de l'accord-cadre est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant de l'accord-cadre diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le montant de l'avance est de 5 % du montant des prestations sous-traitées au cours des 12 premiers mois suivant le début de leur exécution. Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte, de règlement partiel définitif ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 50% du montant de l'accord-cadre. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

## 4.2. Acomptes

Il est prévu des acomptes pour le titulaire. Dans ce cas, il en fait la demande conformément aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique.

Des acomptes peuvent être versés au titulaire, à sa demande, selon l'état d'avancement des prestations constaté par l'administration.

La périodicité de versement des acomptes est fixée à 3 mois. Ce délai peut être ramené à 1 mois, sur demande du titulaire, si ce dernier est une petite ou moyenne entreprise. Il appartient au titulaire, quand il présente une demande d'acompte, de signaler au pouvoir adjudicateur l'état d'avancement des prestations et de produire des justificatifs indiquant la nature et l'importance des opérations effectuées et permettant de faire l'évaluation des prestations effectuées, au regard du taux d'avancement.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à leur avancement contractuel, le pouvoir adjudicateur peut réduire le montant de l'acompte prévu à l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, il peut repousser la date d'ouverture du droit à acompte jusqu'à la première échéance qui suivra le constat d'un avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

### 4.3. Facturation

Après exécution et admission des prestations, les factures sont établies en un exemplaire original. Celles-ci comprennent obligatoirement :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique, continue et établie par l'émetteur de la facture – la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) Le numéro d'engagement juridique (EJ à 10 chiffres) figurant sur le bon de commande ;
- 5) Le code du service exécutant figurant sur le bon de commande (FAC9420075 pour le ministère de l'Intérieur) ;
- 6) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9) Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10) La désignation du pouvoir adjudicateur débiteur : ministère de l'Intérieur/ DSR.

**Conformément à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les factures doivent obligatoirement et exclusivement être envoyées par voie dématérialisée via le portail Chorus-pro.**

Le portail Chorus-pro est accessible gratuitement par internet à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Dans tous les cas, les factures dématérialisées doivent obligatoirement comporter les points 5) et 6) indiqués ci-dessus.

Préalables techniques réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guides utilisateur du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaire, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse : <https://chorus-pro.budget.gouv.fr> rubrique « aide » ou « en savoir plus ».



## **4.4 Ordonnateur et comptable assignataire et entité liquidatrice**

L'ordonnateur chargé d'émettre le mandat est : le Ministre de l'intérieur

Le comptable assignataire chargé des paiements est le suivant :

*CBCM*

*Immeuble Lumière*

*Place Beauvau*

*75800 PARIS Cedex 08*

L'entité liquidatrice, chargée de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement, est :

*Ministère de l'Intérieur Délégation à la Sécurité Routière*

*Sous-Direction des Actions Transversales et des Ressources*

*Bureau du Budget, de l'exécution financière et de la commande publique (BEFCP)*

*Immeuble Garance*

*Place Beauvau*

*75800 PARIS Cedex 08*

L'envoi des factures se fait par le biais du portail chorus facture dont le processus est détaillé ci-dessus.

## **4.5. Nantissement**

En vue de la cession ou du nantissement éventuels de la créance résultant du présent acte dans les conditions prévues à l'article R.2191-46 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur est habilité à délivrer l'exemplaire unique destiné à former titre et à fournir aux bénéficiaires des nantissements ou subrogations, les renseignements et états prévus.

## **4.6. Délai global de paiement**

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues en exécution des marchés est fixé à 30 jours maximum.

Le délai de paiement peut faire l'objet d'une seule interruption par l'ordonnateur, notifiée au titulaire, conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique. Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire.

Le taux des intérêts moratoires est celui fixé par l'article R.2192-31 du code de la commande publique.

## **4.7. Application de la TVA**

Les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

# ARTICLE V - Délais – livraison

## 5.1. Délais

### 5.1.1 prise d'effet portant commencement d'exécution des prestations

Chaque prestation démarre à la réception des bons de commande explicite, ou des ordres de service le cas échéant.

### 5.1.2 Contenu des délais

Les durées prévues au marché s'entendent périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture de l'ATMO (ou de ses éventuels cotraitants ou sous-traitants).

### 5.1.3 Définition des délais

L'ensemble des délais associés à ce marché est décrit à titre prévisionnel dans la proposition technique du titulaire.

Un cadrage en début de marché permettra de pleinement contractualiser l'ensemble des délais associés aux missions.

En cas de dépassement de ces délais imputables à l'État, les délais fixés seront, par dérogation aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/PI reportés de plein droit et sans autre formalité d'une durée égale au retard constaté.

## 5.2. Pénalités

Les pénalités sont calculées sur une base mensuelle, par dérogation à l'article 15 du CCAG-PI.

### ***Pénalité pour non-qualité (NQ) :***

La non-qualité peut être définie schématiquement comme

- Un manque évident de qualité, manifeste et factuel, notamment dans sa version finale
- Un agissement quelconque de la part du titulaire non demandé par l'équipe de maîtrise d'ouvrage
- Un agissement quelconque de la part du titulaire contraire à ce qui a été demandé par la même équipe

Une franchise trimestrielle de 3 NQ sera appliquée la première année d'exécution du marché, toutes NQ confondues. Cette franchise passera à un évènement par trimestre après un an d'exécution.

Au-delà de cette franchise, il sera appliqué une pénalité de 1000€ par NQ (donc 1NQ=1000€)

***Pénalité pour retard d'intervention ou de livraison :***

En cas de retard par rapport au délai prévu ou demandé, il peut être appliqué une pénalité de retard.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * 20 \% * K ;$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération correspondant à la prestation ou à la partie concernée;

K = quantité de crans de retard, qui est une valeur entière comptabilisant le nombre de fois où le délai D a été dépassé.

K = 1 si  $R > 0$  et  $R < D$ ,

K = 2 si  $R \geq D$  et  $R \leq 2D$

K = 3 si  $R \geq 2D$  et  $R \leq 3D$ , et ainsi de suite pour la valeur de K.

R = le nombre de jours calendaires de retard.

D = le délai d'exécution normalement prévu en jours calendaires.

Ce dispositif déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

# ARTICLE VI - Conditions d'exécution du marché

## 6.1. Système qualité

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système qualité lui permettant de garantir la qualité des prestations ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché.

## 6.2. Lieu d'exécution du marché

Les prestations et fournitures seront réalisées, conformément au CCTP, sur le territoire métropolitain de la France, avec d'éventuels déplacements dans les DOM.

## 6.3. Langue d'exécution du marché

La langue d'exécution du marché est le français tant à l'oral qu'à l'écrit. Dans le cadre de la passation comme de l'exécution du présent marché, tous les documents et livrables, tous les courriers sont rédigés en français et toutes les réunions se tiennent en français.

## 6.4. Passation des commandes

Toute commande passée au titre du présent accord-cadre, quel que soit le poste sur lequel elle porte, donne lieu à l'établissement d'un bon de commande qui comprendra un montant global. Le bon de commande sera complété par un ou plusieurs ordres de service qui détailleront les prestations souhaitées ainsi que leur délai d'exécution.

Les bons de commande et ordre de service sont notifiés au titulaire par la DSR par voie électronique.

La réception du bon de commande par le titulaire tient lieu de notification de la commande.

Le titulaire accuse réception d'un bon de commande par tout moyen permettant d'attester de façon certaine de sa date de réception.

Il est mentionné sur chaque bon de commande :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro et date) ;
- le montant global des prestations à réaliser réparti entre les 2 unités de compte ;
- une date de livraison à valeur purement comptable indiquant la mobilisation de l'engagement juridique correspondant au montant indiqué

Il est mentionné sur chaque ordre de service :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro et date) ;
- la désignation ou référence des fournitures ou prestations commandées ;
- la quantité à livrer ;
- les prix HT et TTC ;
- le(s) lieu(x) de livraison ;
- le(s) délai(s) d'exécution ;
- le code du service réceptionnant (service exécutant) ;
- les coordonnées de la personne chargée de la réception des livraisons ;
- l'adresse du service auquel doivent parvenir les factures ;
- le comptable assignataire chargé des paiements ;
- le numéro de commande CHORUS (référence interne à l'administration).

Pour qu'une prestation soit exécutoire, elle doit être déclenchée par l'administration :

- par une commande de prestation explicite en montant financier
- éventuellement suivie par un ordre de service, (si le CCTP le précise)

ou

- par une commande initiale d'unités de compte
- suivie obligatoirement par un ordre de service d'une prestation explicite

## **6.5. Admission des prestations**

Sous réserve des dispositions exposées ci-après, les prestations exécutées au titre du présent marché sont vérifiées et admises dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG/PI.

Chacune des prestations décrites au sein du CCTP donne lieu à la remise d'un ou plusieurs livrables de la part de l'ATMO, tels que précisés au CCTP.

La présentation (forme) des documents sera préalablement agréée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

## **6.6. Obligations du titulaire du marché**

Le titulaire réalise les prestations conformément aux stipulations du CCTP. Il s'engage notamment :

- à informer régulièrement le pouvoir adjudicateur ou son représentant de l'état d'avancement des prestations,
- à respecter le calendrier de réalisation des prestations convenu.

L'ATMO assure la mise en place et la stabilité des ressources nécessaires à l'exécution des missions et garantit le niveau de qualification requis (ou l'expérience requise) de ses personnels. Il garantit également que les méthodes de travail utilisées et l'organisation mise en place seront adaptées aux exigences de la mission.

Le personnel désigné pour assurer la prestation demeure sous l'entière responsabilité du titulaire. Il est cependant tenu de respecter les dispositions du règlement intérieur du pouvoir adjudicateur lors de sa présence dans les locaux.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser des personnels affectés à l'exécution du présent marché s'il ne satisfait pas aux standards exigibles pour les fonctions remplies. Il se conformera en cela aux stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

## **6.7. Assurances**

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile et professionnelle à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accident ou de dommage lié à l'exécution du présent marché.

## **ARTICLE VII - Sous-traitance**

Conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, l'ATMO peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Il ne peut en sous-traiter l'intégralité.

En cas de sous-traitance, le titulaire utilisera le modèle de formulaire de déclaration de sous-traitance adéquat, et fournira les documents prévus à l'article 134 du décret 2016-360.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve la possibilité de refuser des sous-traitants sans obligation pour sa part de justifications.

Le titulaire reste entièrement responsable de l'exécution du marché et de la coordination de ses sous-traitants.

## **ARTICLE VIII - Confidentialité et conflit d'intérêt ultérieur**

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, conformément aux stipulations de l'article 5.1 du CCAG-PI, notamment à l'égard de tout tiers extérieur au pouvoir adjudicateur, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

A ce titre, il s'engage à ne communiquer aucun document ou information dont il aurait pu avoir communication ou connaissance au titre ou à l'occasion de l'exécution du présent marché à des tiers sans autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Ces obligations de secret s'imposent aux personnels de l'ATMO ayant eu accès aux documents et informations précités.

Par ailleurs, toute société contrôlant l'entreprise titulaire du présent marché ne doit pas disposer du même type de contrôle sur l'une des sociétés potentiellement soumissionnaire aux futurs marchés de fournitures et services opérationnels du DCA.

# ARTICLE IX - Propriété intellectuelle

Il sera fait application de l'option B du CCAG-PI (article 25 du CCAG PI).

Le titulaire du marché cède, avec exclusivité totale, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

Le prestataire cède à l'acheteur l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux livrables résultant de l'exécution des prestations commandées ainsi qu'à tout autre résultat ou élément nécessaire à la réalisation desdits livrables. Le prestataire cède, avec l'ensemble des garanties de droit et de fait associées, à titre exclusif et au fur et à mesure de leur réalisation, le droit d'utiliser et d'exploiter les éléments visés ci-dessus.

La cession des droits et titres de propriété intellectuelle relatifs aux éléments précités est effectuée pour toute la durée légale de protection des droits et titres de Propriété Intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, pour le monde entier, sans restriction.

La cession porte sur l'ensemble de ces éléments, dans toutes leurs versions, qu'elles soient achevées ou inachevées.

La rémunération de la cession des droits de propriété intellectuelle susmentionnés est incluse dans le prix.

En cas de sous-traitance, le prestataire s'est engagé sur l'acceptation des clauses de cession de droits des sous-traitants conformément aux stipulations ci-dessus.

## • Créations réalisées par l'acheteur

Les programmes, logiciels, documentations, base de données, fichiers et plus généralement tout élément remis, ou mis à la disposition du prestataire par l'acheteur dans le cadre de l'exécution des prestations restent la propriété exclusive de l'acheteur.

Leur reproduction ou leur utilisation par le prestataire, à d'autres fins que l'exécution des prestations, est interdite sans l'autorisation écrite préalable de l'acheteur. Les seules reproductions autorisées sont celles nécessaires à l'exécution des prestations. Le prestataire doit les détruire à l'issue de l'exécution des prestations.

Les stipulations du présent article demeureront en vigueur après la cessation des prestations, pour quelque cause que ce soit.

## • Garantie d'éviction et de propriété intellectuelle

Le prestataire doit garantir être le légitime détenteur ou avoir acquis l'ensemble des droits, notamment des droits de propriété intellectuelle, nécessaires à la réalisation des éléments qu'il fournit dans le cadre de la commande.

Le prestataire doit garantir l'acheteur contre toute revendication et/ou procédure, quelle qu'en soit la forme, l'objet et la nature, engagée par tout tiers invoquant un droit quelconque, notamment un droit de propriété intellectuelle, auquel l'exécution des prestations aurait porté ou porterait atteinte.

Dès l'apparition d'une contestation émanant d'un tiers ou d'un trouble dans la jouissance concernant les prestations fournies, le prestataire s'est engagé à prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le prestataire doit intervenir, à ses frais, à toute instance engagée contre l'acheteur, y compris en référé.

Le prix de la cession des droits de propriété intellectuelle est réputé inclus dans le prix des prestations.

- **Droits relatifs aux connaissances antérieures**

Les « connaissances antérieures » désignent tous les éléments, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché public, qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au Titulaire du marché, à l'Acheteur ou à des tiers, ou qui leur sont concédés en licence.

Dans le cadre de l'exécution du marché public, l'Acheteur peut fournir au Titulaire des éléments créatifs existants dont il est propriétaire. L'Acheteur communique au Titulaire l'étendue des droits qu'il détient sur les œuvres concernées. Dans le cas d'une concession exclusive, l'Acheteur reste seul propriétaire de ces éléments. Selon les cas, le Titulaire peut être amené à utiliser ces œuvres, à les adapter, à les modifier et à les arranger. Lorsque le Titulaire fournit des connaissances antérieures pour l'exécution des prestations, celui-ci s'engage à informer l'Acheteur, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre et du régime des droits y afférent.

Les droits afférents aux connaissances antérieures sont concédés.

Aucune exploitation commerciale de ces documents par le titulaire du marché n'est autorisée.

Sous réserve d'une autorisation du pouvoir adjudicateur, les données acquises au titre du marché pourront être utilisées et exploitées par :

- L'administration centrale (ministères en charge de la sécurité routière),
- Le réseau territorial de l'Etat (Préfectures, DDT, DREAL, ...),
- Les collectivités territoriales et autres gestionnaires de voirie (DIR, Conseils Départementaux, Communes, métropoles et autres collectivités locales, Sociétés Concessionnaires d'autoroutes, ...),
- Les instituts d'études et de recherches en matière de sécurité routière.



# ARTICLE X - Clauses administratives diverses

## 10.1. Personnes habilitées

Le pouvoir adjudicateur est habilité à émettre toutes décisions au titre du présent marché en matière :

- de demandes de prolongation de délai émises en application de l'article 14.3 du CCAG/PI ;
- de demandes d'exonération de pénalités.

## 10.2. Résiliation

Le marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur ou son représentant suivant les stipulations du chapitre 7 du CCAG-PI.

En outre, et en application de l'article 49 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, le marché est résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Enfin, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur ou à son représentant, des documents prévus par les articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. L'ATMO dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou présenter ses observations.

## 10.3. Développement durable

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires relatives au respect de l'environnement qui lui sont applicables à la date de signature de son marché par ses soins.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système de management environnemental lui permettant de tenir compte des éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures environnementales spécifiques s'appliquent, notamment dans des lieux qualifiés de site sensible ou de zone protégée d'un point de vue environnemental en application des dispositions législatives et réglementaires, le titulaire satisfait à ces exigences particulières dès lors qu'elles ont été portées à sa connaissance à la date de signature du marché.

Les matériels bureautiques répondent au cahier des charges de l'écolabel européen ou équivalent. Ils présentent de plus des performances d'efficacité énergétique au moins égales à celles du référentiel Energy Star. Ils peuvent enfin répondre aux spécifications du référentiel TCO, mis au point et contrôlé par la confédération suédoise des employés professionnels (Tjänstermännens Central Organisation), ou équivalent.

Le titulaire se conformera aux dispositions de l'article R.543-195 du code de l'environnement concernant l'enlèvement et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques. Il est tenu d'enlever ou de faire enlever, puis de traiter ou de faire traiter à leurs frais les déchets issus des équipements professionnels qu'il a mis sur le marché.

Les dossiers ou autres pièces à produire au cours de l'exécution du marché sont fournis sauf demande du DCA sur fichier numérique, soit par voie électronique, soit sur support numérique. Le titulaire s'efforce de réduire sa consommation de papier.

A l'exception des documents exigeant des formats ou grammages particuliers (exemple : plans) ou une haute qualité d'impression (reproduction de photographie en couleur), le titulaire utilise exclusivement du papier écologique. Dans le cadre de sa politique de développement durable, la personne publique incite le titulaire à modérer au juste nécessaire leur consommation d'énergie et leurs émissions de gaz à effet de serre (en tonnes équivalent carbone).

## 10.4. Clause sociale

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire. Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010.

Le volume horaire minimal exigé est de 900 heures, à réaliser pendant la période ferme de l'accord-cadre. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

Dans ce cadre, le titulaire peut s'appuyer sur les services de la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education nationale. Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire. Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal). Le titulaire de l'accord-cadre reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

### Exécution de la clause sociale pendant la durée de l'accord-cadre et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par le ministère de l'intérieur et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre, le thème de la clause sociale est abordé. Le titulaire transmet également au ministère de l'intérieur la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le titulaire et le ministère de l'intérieur réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de rescolarisation, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

### Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le titulaire répond à toute demande du ministère de l'intérieur relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le ministère de l'intérieur. Dans ce cas, le ministère de l'intérieur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

## 10.5. Respect du droit du travail

### 10.5.1 Déclarations du titulaire

Le titulaire atteste sur l'honneur :

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2, L.3243-4, L.1221-10, L.1221-13, et L.1221-15 du code du travail. Cette attestation est remise lors de la conclusion du contrat (article 46 du décret 2016-360) et ensuite tous les six mois avec les autres documents exigés par l'article D 8222-5 du code du travail.
- s'acquitter de ses obligations au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail définissant le travail dissimulé.

### 10.5.2 Sous-traitants

Le titulaire s'engage à répercuter les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

Pour les sous-traitants étrangers ces obligations seront répercutées au regard de la législation du pays qui leur est applicable.

## 10.6. Litiges et médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé RAR à

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur,

Place Beauvau,

75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

Le présent accord-cadre est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre au Tribunal administratif de Paris.

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS Cedex 04

Tél : 01.44.59.44.00.

Fax : 01.44.59.46.46.

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

## **ARTICLE XI - Dérogations**

L'article 1 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG/PI

L'article 5.1.3 du présent CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG/PI

L'article 5.2 du présent CCAP déroge aux articles 14 et 15 du CCAG/PI.